

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 1909.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1910.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HUBERT.

MESSIEURS,

Le budget des voies et moyens s'élève pour 1910 à la	
somme de	fr. 633,199,319
Celui de 1909, à	619,200,944
soit une augmentation de	fr. 13,998,373

C'est plus que l'augmentation moyenne depuis dix ans, car notre budget des voies et moyens est passé de 504,249,230 francs en 1901 à 633,199,319 francs en 1910, soit une augmentation moyenne d'environ 12 millions. Mais si l'on tient compte que le budget de 1909 a présenté ce fait unique, à cause de la crise, d'être en recul sur celui de 1908 de plus de 2 millions, que la prudence avec laquelle il a été établi semble un peu excessive, puisque pour les neuf premiers mois le seul produit des douanes dépassait les estimations de plus de 3 millions, on en conclut que les augmentations pour 1910 seront largement dépassées. Au reste, chacune d'elles se trouve expliquée et justifiée aux articles dont elles relèvent, et, soit en sections, soit en section centrale, aucune d'elles n'a donné lieu à critique sérieuse.

Le sentiment général est que la crise qui a pesé si durement sur l'Europe tend à prendre fin et qu'un réveil des affaires semble se dessiner. Il sera le bien venu.

DISCUSSION EN SECTIONS.

Est-ce cette idée qui a agi sur les membres du Parlement et sont-ils tous persuadés de la grande stabilité de nos finances, ou plutôt, car il est impos-

(1) Budget n° 41.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Drion, Mechelynck, Hubert, Bertrand, Van Cauwenbergh, Tibbaut.

sible de croire que l'opposition désarme et abandonne son champ de bataille préféré, les préoccupations de l'heure présente ne sont-elles pas toutes à la question militaire et au Congo ? C'est probable, car la discussion en sections a été fort écourtée; en dehors de quelques observations habituelles sur *l'injustice de nos impôts, sur le manque d'élasticité de nos budgets, sur l'instabilité de certaines recettes, etc., etc.*, observations que nous rencontrerons plus loin, la discussion n'a présenté que peu d'importance.

Une observation toutefois doit être mise en évidence.

Une section a proposé de discuter en même temps que le Budget des Voies et Moyens le projet de loi dû à l'initiative parlementaire sur la publicité murale. Ce projet de loi est rapporté; l'exposé des motifs et le rapport démontrent l'utilité, la nécessité même, de prendre des mesures immédiates pour protéger, contre le vandalisme, nos sites les plus beaux. En votant ce projet, on fera en outre disparaître une injustice criante à l'égard de l'imprimerie. Le Gouvernement ferait donc œuvre utile en permettant la discussion et le vote simultanés de ces deux projets de loi.

SECTION CENTRALE.

En section centrale, les mêmes motifs ont amené les mêmes résultats, et deux seules questions ont été soulevées et une seule question posée.

La section centrale a été unanime à approuver les changements apportés à la loi des finances par des dispositions fiscales nouvelles introduites dans le Budget, reconnaissant que c'est le seul moyen de faire voter rapidement les améliorations urgentes, qui, si elles devaient être présentées dans un projet de loi spécial, risqueraient d'être fort retardées.

Elle fait toutefois observer que ce mode de procéder ne pourrait être toléré s'il s'agissait de changements importants; qu'il y a, du reste, inconvénient sérieux pour le public, obligé de rechercher ces changements dans de nombreux documents.

Toutefois, l'usage adopté dans ces dernières années d'une rubrique spéciale, les atténue dans une large mesure.

Un membre a aussi fait des réserves en ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article premier du titre premier. L'honorable membre croit que les changements de classes et, par conséquent, l'augmentation ou la diminution des cotisations qui seront appliquées à un contribuable, du chef de ce qu'il se trouve dans des conditions qui ne sont pas moyennes, et pour l'importance de ses affaires, et pour la population de la commune où elles ont lieu peuvent présenter de l'arbitraire.

Un membre a fait observer que la Commission des répartiteurs est composée du contrôleur des contributions et de deux membres délégués par le conseil communal, et, en cas de désaccord, jusqu'en 1894 c'était la députation permanente qui tranchait le différend, en 1904 on trouva des inconvénients à ce qu'un corps politique fut chargé de cette mission; et, actuellement, c'est le directeur qui tranche, sauf recours à la cour d'appel.

C'est d'ailleurs le système employé pour répartir les contribuables en classes.

Une seconde observation a été soulevée.

Un membre fait remarquer que la patente sur les sociétés anonymes est mal établie; elle porte, en effet, sur les bénéfices réalisés dans l'année, sans tenir compte si ces bénéfices sont distribués ou non, et s'ils ne servent pas à combler une perte faite l'année précédente. Il y a là, dit-il, une réelle injustice.

Le rapporteur fait observer que cela est dû au principe de l'annalité de l'impôt; le Gouvernement doit pouvoir compter pour établir son budget sur toutes les recettes de l'année, et ne peut pas établir de compensation entre deux budgets qui se suivent. La société anonyme est dans le cas du patentable qui a payé sa patente et n'a pas gagné d'argent. Il faut toutefois reconnaître que celui-ci paye sur le produit *présumé*, de sorte qu'il y a une espèce d'abonnement annuel qui peut être au-dessus ou en dessous de la vérité, tandis que la société anonyme court toutes les mauvaises chances.

Un membre propose de transformer comme suit la patente sur les sociétés anonymes.

Il serait perçu, à la constitution, un droit proportionnel sur les apports (droit d'acte); chaque exercice serait alors frappé d'un impôt sur les bénéfices *distribués* et à l'expiration de la société un droit spécial serait perçu sur les bénéfices *accumulés*, et qui n'auraient pas été distribués jusqu'alors.

Un membre fait observer que le budget du Congo se solde par un déficit d'environ 600,000 francs, alors que notre budget général se solde par un boni d'environ 400,000 francs. Il demande avec quelles ressources on fera face au déficit de 100,000 francs.

Le rapporteur fait observer que la charte coloniale a décrété une séparation complète entre les finances de la Métropole et celles de la Colonie.

L'expression de cloison étanche a été employée.

La Métropole s'est, du reste, montrée généreuse à l'égard de la Colonie, en prenant à sa charge tous les frais de l'administration centrale, qui s'élèvent, pour 1910, à environ un million.

Il semble que l'observation faite plus haut trouvera sa place au budget du Congo.

Un membre fait observer que les comptables et les receveurs publics de tous les départements doivent déposer en mains du Gouvernement une somme d'environ 10 millions comme garantie de leur gestion. Or, l'État ne leur paie que 3 p. c. d'intérêt, alors que quelques-uns d'entre eux sont quelquefois obligés d'emprunter cette somme à des taux beaucoup plus élevés, et qu'en tous cas, ils préféreraient avoir la libre disposition de leurs ressources. Il ajoute que les pertes à recouvrer sur les cautionnements ne s'élèvent pas en moyenne au-delà de 6,000 francs par an. On pourrait donc, semble-t-il, se rendre à leur vœu en les autorisant à former entre eux une association mutuelliste qui garantirait au Trésor une somme à fixer par le Ministre, et sur laquelle seraient perçus les manquants; les cautionnements pourraient être ainsi restitués.

Le rapporteur ne voit pas en quoi cette question se rapporte au Budget des Voies et Moyens, mais la solution est ingénieuse et aurait des conséquences

bienfaisantes pour beaucoup de petits fonctionnaires. Il signale qu'en Russie un pareil organisme existe non seulement pour l'État, mais même pour les sociétés et les particuliers. Personne ne prendrait à son service un *artelschick* ou caissier s'il ne faisait pas partie de l'*artel* ou corporation des caissiers, qui répond de la gestion de ses membres et qui rembourse la somme détournée lors de l'infidélité de l'un d'eux.

La section recommande au Gouvernement l'examen de cette question intéressante.

Une question fut posée. La voici avec sa réponse :

1^{re} QUESTION.

Quelles sont les opérations faites en 1908 et 1909 par l'administration en vue d'achever la péréquation cadastrale ?

RÉPONSE.

« En 1908 et 1909, l'expertise des maisons nouvellement construites ou agrandies a été continuée d'après les règles adoptées pour la revision.

» D'autre part, les études entreprises sont poursuivies activement, afin de déterminer les bases les plus rationnelles de la nouvelle évaluation cadastrale des bâtiments industriels et des propriétés non bâties.

» Le Gouvernement ne négligera aucun effort pour soumettre des propositions à la Législature dans le courant de l'année prochaine. Des statistiques à cet effet sont en voie de formation. »

Là s'est bornée la discussion en section centrale.

Le rapporteur croit et la Chambre partagera certainement son avis que l'œuvre du rapporteur consiste à suivre et à développer les discussions des sections et de la section centrale ; il n'a à faire ni œuvre didactique ni à rédiger une monographie ; il aura donc rempli sa tâche en rencontrant les observations générales faites plus haut et auxquelles il a promis un mot de réponse.

TAUX DE L'IMPOT.

De tous les pays de l'Europe, le Belge paie le moins d'impôts : 282 millions pour plus de 7 1/2 millions d'habitants d'un pays en pleine prospérité. C'est la première constatation importante à faire, nous n'avons pas à nous en plaindre.

Mais l'augmentation de l'impôt n'est-elle pas à craindre dans l'avenir ? En un mot, dans ces dernières années son augmentation n'a-t-elle pas été trop forte ? Évidemment l'accroissement du rendement de l'impôt, sans augmentation aucune du taux des taxes, va toujours en augmentant plus rapidement que la population, car il dépend plus de la richesse des individus que de leur nombre, et l'accroissement des richesses d'un pays est plus grand que celui des individus. Dans ces conditions, nous pouvons être très rassurés. En effet, en 1870, le montant des impôts était de 129,890,772 francs pour une population de 5,087,825 habitants ; en 1879, 5,586,654 habitants

payaient 148,819,251 francs; en 1885, 5,855,278 habitants payaient 164,592,086 francs, et enfin en 1910, une population approximative de 7,700,000 habitants payera 282,461,500 francs. Un simple calcul démontre donc que de 1870 à 1879 l'augmentation de charge a été de 12 centimes par tête et par an, de 1879 à 1885 elle a été de 24 centimes par tête et par an, et enfin de 1885 à 1910 elle a été de 31 centimes seulement, alors que la richesse et l'aisance ont augmenté dans de si fortes proportions.

La charge qui pèse sur le contribuable a donc augmenté beaucoup moins rapidement que ses ressources.

Du reste, depuis vingt-cinq ans le taux de l'impôt n'a été augmenté que sur l'alcool, dont nous parlerons tantôt, tandis que les dégrèvements et même les suppressions complètes d'impôts sur les matières de première nécessité à la vie ont été très nombreux.

Si nous faisons le même travail en ce qui concerne les états voisins et même en ce qui concerne nos grandes villes, la comparaison fortifierait de façon éclatante notre appréciation, à savoir que la situation du contribuable belge est excellente au point de vue des impôts de l'État.

STABILITÉ ET ÉLASTICITÉ DU BUDGET.

On reproche au Budget de n'avoir pas l'élasticité et la stabilité voulues. Les péages qui constituent la moitié de nos recettes ont subi des fluctuations considérables et le Budget ne s'équilibrerait que grâce à l'augmentation des droits sur l'alcool.

Ces deux raisons sont mauvaises. Les recettes des péages ont été influencées désavantageusement par la crise des transports compliquée de l'augmentation du prix du charbon et des matières premières. Ces causes tendent à disparaître et le déficit disparaîtra avec elles.

On ne peut du reste pas dire que les chemins de fer ont été en déficit depuis l'origine; et si vraiment on se trouvait en présence d'un déficit permanent, il y a un moyen de le faire disparaître : l'économie dans les dépenses et le relèvement des tarifs; il est, en effet, impossible de demander à l'impôt, c'est-à-dire à tous, les ressources nécessaires pour diminuer le prix des services rendus à quelques uns.

Que si on redoute la répercussion sur le Budget général des recettes plus ou moins aléatoires, les péages, que l'on sépare le Budget des Chemins des fer, Postes et Télégraphes du Budget général; cela a été proposé à maintes reprises.

Il est inexact que l'augmentation des droits sur l'alcool permet seul d'équilibrer le budget.

Et d'abord quand cette augmentation a eu lieu, il a été déclaré que le produit servirait à créer le fonds spécial des pensions de retraite et les allocations pour favoriser la prévoyance, rendre plus rapide l'amortissement de la dette, l'augmentation des recettes devant amener une augmentation des dépenses.

Mais même sans cela, on ne peut affirmer que sans augmentation

d'impôts sur l'alcool, le rendement actuel eût été sérieusement atteint; on peut dire plus : il est probable qu'il eût été augmenté. On sait que dans la note de la minorité de l'an dernier M. Denis a cru démontrer que les excédents de recettes dus aux droits nouveaux s'élèveraient à 15 millions pour 1909; mais pour arriver à ce chiffre il est obligé de supposer qu'avec le droit ancien, qui était beaucoup plus faible, la consommation eut été en progression seulement comme la population; or, cette supposition est contraire à la vérité pour tous les impôts qui augmentent avec la prospérité, mais surtout pour les impôts de consommation; et si les droits avaient été maintenus aussi faibles, la consommation aurait continué à croître, rien ne permet d'affirmer qu'elle serait inférieure à 10 litres, et le consommateur aurait non seulement payé la même somme ou une somme plus élevée au Trésor, mais il aurait versé dans les mains du débiteur une somme supplémentaire beaucoup plus élevée que celle du droit.

Disons simplement qu'il faut juger l'arbre à ses fruits. Pendant une période de vingt-cinq ans où se sont présentées les situations les plus diverses, notre Budget se solde par des bonis, et des bonis considérables, sans un seul déficit. N'est-ce pas là une preuve de stabilité et d'élasticité?

JUSTICE DE L'IMPOT.

Depuis plusieurs années tout particulièrement, nous voyons des critiques de plus en plus vives s'élever contre notre système d'impôt, et il se crée une vraie légende que nous sommes à la queue des nations à ce point de vue, nous qui sommes aux premiers rangs à tant d'autres points de vue, et pour l'honneur du pays, c'est un devoir de protester.

Evidemment, il ne s'agit pas de démontrer qu'aucune de ces critiques ne soit justifiée, il en est de très fondées. Mais le problème de la répartition de l'impôt est un des problèmes les plus complexes et des plus difficiles à résoudre; il n'est pas susceptible de solution mathématique, et les cas sont si divers, que les inégalités et les injustices sont forcées dans tous les systèmes; mais quelque ancien que soit notre système, il est encore un des meilleurs de l'Europe au point de vue démocratique.

Jusqu'à-là les critiques avaient porté surtout sur l'augmentation plus rapide des impôts de consommation que des impôts directs; actuellement la perception de ceux-ci est aussi battue en brèche.

IMPOTS INDIRECTS.

Il est certain que les impôts indirects vont en augmentant plus rapidement que les impôts directs; et il y a une première raison, c'est que l'impôt foncier sur la propriété ne varie pas, l'étendue des terrains étant fixe; il a même diminué par suite des expropriations. Ensuite, avec la prospérité et la richesse, c'est toute la consommation et les péages qui vont surtout en augmentant. La plupart des économistes mesurent même l'augmentation des richesses d'un pays par l'augmentation de la consommation. En 1885, les

impôts directs, en y comprenant les impôts sur la circulation de la fortune, enregistrement, hypothèques, successions, s'élevaient à 100,000 millions contre 64 millions douanes, accises, etc. En 1909 ils s'élèvent à 143,000 millions contre 137; la proportion, qui était de 61 contre 59 p. c., est devenue 50 contre 50; mais en admettant, ce que nous contestons, que les impôts indirects sont de mauvais impôts, la proportion est encore en notre faveur pour la plupart des pays de l'Europe.

Mais l'impôt indirect est-il un mauvais impôt? Oui, s'il frappe les matières de première nécessité à la vie; non, s'il frappe les objets de luxe. Dans nos douanes, prenez le tarif général et vous verrez que les matières de première nécessité à la vie sont exemptées ou ne paient qu'un droit très faible. Les objets de luxe sont frappés.

Dans les accises, la bière ne paie qu'un franc par hectolitre; le sucre a été dégrevé de 55 à 20 francs. Certes, il serait à souhaiter que ce prix s'abaissât encore; mais, sauf l'Angleterre, où est-il le pays où il est moins grevé? Je ne parle pas de l'alcool que je voudrais voir grever davantage.

Nous pouvons donc dire que les impôts indirects chez nous forment une quote-part raisonnable de nos impôts et qu'ils sont d'excellente qualité.

IMPOTS DIRECTS.

On attaque actuellement les impôts directs, sous prétexte qu'ils sont inégalement répartis. Ceux-ci se composent du foncier, de la personnelle, de la patente et de la redevance sur les mines...

FONCIER.

Il est certain que la valeur cadastrale qui sert de base à cet impôt éloigne de plus en plus de la vérité et reste considérablement en dessous, et qu'à cet égard une base plus juste serait désirable, mais elle ne serait acceptable que pour autant que le taux fût diminué dans la proportion de l'augmentation de la matière imposable, de façon à ce que le produit restât le même : la terre et l'habitation sont déjà trop frappées. Nous désirons donc une nouvelle répartition, et la réponse à la question de la section centrale laisse entrevoir une solution aussi rapprochée que possible. Mais le principe de cet impôt ne peut être combattu.

PERSONNELLE.

La personnelle avait six bases *indiciaires du revenu* : 1° la valeur locative, 2° les portes et les fenêtres, 3° le mobilier, 4° les foyers, 5° les domestiques, et 6° les chevaux.

Le n° 4° a été supprimé, c'est une mesure démocratique.

1° Il est certain que la base de la valeur locative est inférieure à la vérité et dans des proportions considérables; mais si cette diminution de déclaration

était proportionnelle pour tous les déclarants, le mal serait faible. L'impôt est le produit de la matière contribuable par la taxe ; l'un peut s'élever ou s'abaisser sans inconvénient, si l'autre s'abaisse ou s'élève dans la même proportion, le produit reste le même. On a prétendu dans ces derniers temps que l'équilibre était rompu en défaveur des petits loyers ; si ce fait était vrai, il faudrait y apporter un remède immédiat, car en Belgique, moins qu'ailleurs, nous ne devons établir un système d'impôts regressifs, l'intérêt du pays autant que celui de la classe ouvrière s'y oppose. D'ailleurs, si le Gouvernement donne suite à l'intention qu'on lui prête de substituer le nouveau revenu cadastral à la valeur locative, la proportionnalité serait établie du coup.

La seconde base avait été établie pour compenser les villes de leurs charges ; la base est évidemment d'application exacte et proportionnelle.

Mais si l'on fait, comme il est bien désirable, la réforme indiquée ci-dessus, rien n'empêcherait de supprimer cette base et la base suivante en augmentant le taux sur le revenu cadastral.

Dans la 3^e base, une véritable injustice règne ; elle consiste dans la fixation de la valeur du mobilier au maximum du quintuple de la valeur locative. Ce maximum devrait absolument disparaître ; et le ministre, qui vient de faire disparaître le maximum sur les patentes, ne trouvera-t-il pas que le moment est venu de faire la même chose pour le mobilier ?

La 5^e et la 6^e base constituent un impôt nettement mis sur la fortune, et il est même progressif ; personne ne l'attaquera.

LA PATENTE.

C'est l'impôt sur le produit présumé du travail ; c'est donc aussi un impôt sur le revenu, comme tous les précédents. On a supprimé les petites patentes ; le Ministre des Finances prend des mesures pour supprimer le maximum.

REDEVANCES SUR LES MINES.

La redevance sur les mines est double : 1^o fixe sur le nombre d'hectares ; 2^o proportionnelle au produit net de l'année.

Ici nous trouvons encore la même difficulté que pour les sociétés anonymes, même aggravée ; en effet, toutes les dépenses, de quelque nature qu'elles soient, fût-ce une dépense de premier établissement, est déduite du produit ; il est donc malaisé de vérifier le produit net. Des contestations s'élèvent entre les ingénieurs des mines et les exploitants ; la fraude serait possible, car on peut être excellent ingénieur des mines sans être comptable avisé. Une autre solution consisterait à supprimer la redevance sur les mines et à la remplacer par une patente, comme dans les autres sociétés.

On pourrait aussi suivre l'exemple de la France, qui va transformer la seconde base en un impôt sur les bénéfices distribués. Cette réforme serait bien accueillie par les intéressés, si le taux était équitable.

VALEURS MOBILIÈRES.

Ici encore il y a une injustice; il est certain que si les valeurs mobilières paient l'impôt sur le revenu par la patente, elles échappent au droit de mutation, et souvent au droit de succession. C'est évidemment ce régime de faveur qui a amené chez nous de si abondants capitaux étrangers qui nous ont permis de transformer notre pays, comme nous le verrons tantôt. Mais il n'en est pas moins vrai que si l'on devait recourir à une augmentation de charges, c'est de ce côté qu'il faudrait tourner les regards.

IMPOT SUR LE REVENU.

Ce que l'on reproche surtout c'est de n'avoir pas introduit dans notre système fiscal un impôt direct sur le revenu; mais ne pouvons-nous pas dire qu'en Belgique plus que partout ailleurs l'impôt pèse sur le revenu? Mais ce que l'on veut surtout, c'est un impôt progressif sur le revenu, oubliant de démontrer que cet impôt est la justice et la vérité. En dehors de l'école socialiste, la majorité des économistes rejette cet impôt; il est d'une application que l'on peut dire impossible à notre pays frondeur et qui n'a jamais subi la contrainte; et si on compte l'introduire pour procurer de nouvelles ressources, il est inutile et dangereux, car nos ressources suffisent à nos besoins et de nouvelles ressources incitent à de nouvelles dépenses, souvent trop peu justifiées. Enfin, si sur le terrain des impôts nous n'entendons pas nous tenir sur un terrain purement fiscal et si nous voulons bien tenir compte, dans la mesure du possible, de considérations sociales, jamais nous n'admettrons que les considérations politiques puissent peser d'un poids quelconque dans la balance.

RÉSULTATS.

Mais tout ce qui précède prend surtout de la valeur si nous voulons juger notre régime à ses résultats.

Quel chemin notre pays a-t-il parcouru depuis vingt-cinq ans? On est réellement ébloui quand on fait la comparaison de ce que nous étions alors de ce que nous sommes aujourd'hui.

Le tableau suivant est établi d'après les bases principales qui permettent d'apprécier le chemin parcouru.

	1885.	1907.	Augmentation.
Commerce général à l'importation	2,772,000	6,123,000	128 p. c.
Commerce général à l'exportation	2,672,000	5,191,000	94 »
Commerce spécial à l'importation	1,547,000	3,775,000	180 »
Commerce spécial à l'exportation	1,200,000	2,848,000	157 »
Mouvement des effets escomptés	1,666,000	3,525,000	111 »
Mouvement des ports belges : entrées	4,095,000	13,465,000	228 »
Mouvement des ports belges : sorties	4,569,000	13,495,000	195 »
Nombre de voyageurs par kilomètre			
de voies ferrées.	16,596,000	38,066,000	129 »
Nombre de tonnes de marchandises			
transportées par kilomètre de			
voies ferrées	6,500,000	14,500,000	123 »

En vingt-cinq ans, nous avons donc plus que doublé au point de vue de notre activité nationale et de notre production. Aucun pays n'a connu une expansion même approchante.

Si nous essayons de nous rendre compte de l'augmentation de la richesse du pays, le problème est plus malaisé à résoudre, mais certains éléments peuvent se calculer.

Pour la propriété foncière non bâtie, l'évaluation cadastrale n'a évidemment pas varié ; mais celui qui est un peu au courant des choses de la terre sait dans quelle proportion elle a augmenté de prix dans ces dernières années. La propriété foncière bâtie a augmenté d'après le revenu cadastral, et l'on sait combien cette appréciation est inférieure à la réalité, dans la proportion de 143 millions à 223 millions, soit une augmentation de plus de 50 p. c.

Notre cheptel national est augmenté dans les mêmes proportions.

Les valeurs mobilières, d'après le *Moniteur des Intérêts matériels*, s'élevaient au 31 janvier 1908 à 11,543 millions, alors que de Laveleye l'évaluait, en 1879 à moins de 3 milliards. Donc, à ce point de vue, notre fortune serait doublée. Enfin, le mouvement de la caisse d'épargne est plus suggestif encore. Les livrets d'épargne, de 189 millions en 1883, sont montés à 844 millions en 1907 et les carnets de rente de 52 millions sont passés à 438 millions.

Notre fortune a donc augmenté dans des proportions considérables ; mais nos revenus se sont-ils accrus dans la même proportion ? En effet, dans une publication faite en 1899, nous avons démontré que le travail sous toutes ses formes constituait au moins les trois quarts de nos ressources ; l'autre quart était le revenu de la fortune acquise. Le prix du travail a augmenté dans une proportion bien plus grande que le revenu du capital.

Nous n'avons pas, malheureusement, en Belgique, de statistique bien complète du prix de la main-d'œuvre. Seule, l'Administration des Mines publie à ce sujet des tableaux bien complets. Il en ressort que dans toutes les mines de la Belgique, le salaire moyen était bien inférieur à 900 francs. En 1907, il a été supérieur à 1,400 francs, soit une augmentation de 55 p. c.

Nous en concluons que le pays n'a jamais été aussi à même de supporter les charges de l'impôt, et que jamais elles n'ont dû lui paraître aussi légères, et ce d'autant plus que, contrairement à une légende qui s'implante, les matières de première nécessité à la vie n'ont pas très sensiblement augmenté. Les tableaux suivants le démontrent :

Prix des denrées agricoles.

DENRÉES.	1884.	1885.	1907.	1908.
Avoine	17.53	17.29	19.43	18.17
Epeautre	17.12	15.47	15.10	15.24
Froment	21.94	19.89	18.69	19.52
Méteil.	19.11	17.98	16.47	17.67
Orge	18.64	17.48	17.88	17.73
Sarrasin	18.04	18.13	21.64	19.74
Seigle	16.72	15.79	16.64	17.01
Féveroles	20.69	19.80	20.90	20.42
Pois	25.24	25.00	28.54	28.98
Colza	35.90	32.50	35.39	35.50
Houblon	»	»	95.32	98.92
Lin	27.61	28.60	29.80	28.41
Pommes de terre.	6.51	6.07	7.72	7.82
Foin	7.93	7.09	6.83	6.94
Paille	5.23	4.86	4.66	4.06
Beurre	2.82	2.65	2.87	2.90
Lin brut	»	135.00	170.80	141.96
Tabac.	»	200.00	199.70	226.69

Prix moyen des viandes à Bruxelles.

Années.	Bœufs		Taureaux		Vaches		Veaux		Moutons		Porcs	
	sur pied.	viande dépecée.	sur pied.	viande dépecée.	sur pied.	viande dépecée.	sur pied.	viande dépecée.	sur pied.	viande dépecée.	sur pied.	viande dépecée.
1870.	0.81	1.47	0.69	1.28	0.71	1.32	1.02	1.61	0.70	1.33	1.12	1.57
1880.	0.92	1.60	0.79	1.42	0.77	1.45	1.13	1.81	0.93	1.60	1.13	1.80
1884.	0.96	1.69	0.79	1.48	0.79	1.49	1.13	1.78	0.85	1.61	0.92	1.48
1890.	0.86	1.54	0.70	1.28	0.69	1.28	0.98	1.69	0.82	1.63	0.89	1.44
1900.	»	1.55	»	1.30	»	1.32	0.88	1.53	»	1.48	0.67	1.17
1906.	»	1.75	»	1.50	»	1.59	1.03	2.18	»	1.70	1.05	1.60
1909.	0.88	»	0.83	»	0.73	»	0.95	»	»	»	1.00	»

Note indiquant le prix des denrées il y vingt-cinq ans et à l'époque actuelle, d'après le Ministère de la Guerre.

	1884.	1909.
Prix de la ration de pain . . . fr.	0,1598	0,1630
— — viande . . .	0,5727	0,5885
— — fourrage. . .	1,1821	1,4394

Les prix ont encore fléchi en 1887 et en 1888.

Enfin, les si intéressants *index-numbers* de Sauerbeck donnent les résultats suivants :

« En prenant séparément les produits alimentaires et les matières premières, les *index-numbers* se comparent ainsi (1867-77 = 100 dans les deux cas) :

	1878- 1887	1898- 1907	1893 Fév.	1900 Fév.	1900 Juillet	1907 Déc.	1908 Nov.	1908 Déc.
	(Moyenne)							
Produits ali- mentaires.	84	68	65.8	65.8	71.2	75.6	69.4	70.1
Matières pre- mières .	76	74	57.0	81.9	79.8	78.1	74.5	74.0

» Les deux catégories se trouvent inférieures d'environ 6 p. c. comparativement à la fin de 1907. »

Ce qui a augmenté dans de grandes proportions, c'est le loyer, c'est le bénéfice de l'intermédiaire, c'est le confort que tout le monde s'accorde, c'est l'augmentation des dépenses en dehors de celles d'absolue nécessité et les voyages.

Le Belge est donc peu frappé et on ne songe pas à le frapper davantage, alors que les pays voisins doivent recourir à des impôts nouveaux et importants.

Mais quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que le travail est la base de notre prospérité en Belgique, que les sources du travail doivent donc être aussi abondantes que possible et le travail aussi bien rémunéré que possible; que, comme notre principale source de travail est l'industrie, il faut que notre régime fiscal frappe de moins en moins l'ouvrier, de façon à ne pas réenchérir le prix du produit fini et à nous permettre de supporter la concurrence sur les marchés extérieurs qui sont nos principaux clients.

Il y a lieu de conserver avec soin la clientèle du port d'Anvers, qui nous permet l'arrivée avec frets réduits de nos matières premières et l'exportation de nos produits fabriqués.

Enfin, il y a lieu d'affiner notre production et, pour cela, de développer dans des mesures considérables nos enseignements professionnels et industriels. Il faudrait aussi davantage soigner nos relations avec l'étranger et développer notre marine marchande.

Si nous restons fidèles à ces idées, qui ont fait notre force dans le passé, il est certain que nous ne cesserons de continuer à grandir et à prospérer dans les mêmes proportions. La si belle et si grande colonie que nous venons d'acquérir est un nouveau gage de ce développement.

Voici le vote en sections :

	Ouf.	Non.	Abstentions.
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
1 ^{re} section	10	4	»
2 ^e section	10	8	3
3 ^e section	9	4	2
4 ^e section	6	8	1
5 ^e section	9	8	»
6 ^e section	8	4	»
	<u>52</u>	<u>36</u>	<u>6</u>

En section centrale le projet de budget a recueilli 5 voix pour, une contre et une abstention.

La section en propose donc l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

L. HUBERT.

Le Président,

COOREMAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 NOVEMBER 1909.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1910 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HUBERT.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van 's Lands Middelen voor 1910 bedraagt fr. 633,199,319.

Die van 1909 bedroeg » 619,200,944.

Hetzij eene verhooging van. fr. 13,998,373.

't Is meer dan de gemiddelde toeneming sedert tien jaar, want onze Begrooting van 's Lands Middelen steeg van 501,249,230 frank — in 1901 — tot 633,199,319 frank in 1910, hetzij eene gemiddelde verhooging van ongeveer 12 miljoen. Doch, zoo men in acht neemt dat de Begrooting voor 1909 dit eenig verschijnsel opleverde, uit hoofde der crisis, meer dan 2 miljoen minder te bedragen dan die voor 1908, zoo men inziet dat de voorzichtigheid waarmede zij werd opgemaakt een weinig overdreven schijnt, daar voor de negen eerste maanden de opbrengst van den toldienst alleen de ramingen overtrof met meer dan 3 miljoen, komt men tot het besluit dat de vermeerderingen voor 1910 ruimschoots zullen worden overtroffen. Overigens wordt elke dezer vermeerderingen uitgelegd en gestaafd bij het artikel welk zij betreffen, en noch in de afdeelingen, noch in de Middenafdeeling gaf geen enkele harer aanleiding tot ernstige kritiek.

Het algemeen gevoelen is dat de crisis, welke zoo zwaar op Europa drukte, op het einde loopt en dat de zaken weder goed schijnen te willen gaan. Wij zullen het met genoegen zien.

BERAADSLAGING IN DE AFDEELINGEN.

Heeft die gedachte invloed gehad op de leden van het Parlement en zijn zij allen overtuigd van de groote vastheid onzer financiën, of liever, — want

(1) Begrooting n^o 4¹.

(2) De Middenafdeeling, onder voorzitterschap van den heer Cooreman, was samengesteld uit de heeren Drion, Mechelynck, Hubert, Bertrand, Van Cauwenbergh, Tibbaut.

het is onmogelijk te denken dat de oppositie de wapens zou neerleggen en van haren geliefkoosden strijd zou afzien — zijn aller bekommelingen op dit oogenblik niet voor de legerkwesitie en voor Congo? Dit is waarschijnlijk, want de bespreking in de afdeelingen werd zeer ingekort; buiten eenige gewone opmerkingen over *de onrechtvaardigheid onzer belastingen, over het gebrek aan rekbaarheid van onze begrotingen, over de veranderlijkheid van sommige inkomsten, enz.*, opmerkingen waarop wij verder antwoorden, leverde de beraadslaging maar weinig belang op.

Eene beschouwing echter dient op het voorplan geschoven te worden.

Eene afdeeling stelde voor, tegelijkertijd als de Begroting van 's Lands Middelen, het wetsvoorstel te behandelen uitgaande van eenige Kamerleden, betreffende de publiciteit door middel van plakbrieven op muren. Over dat wetsvoorsel werd reeds verslag uitgebracht; de toelichting en het verslag bewijzen hoe nuttig, ja, hoe noodzakelijk het is onmiddellijke maatregelen te nemen ten einde onze schoonste landschappen tegen vernielingswoede te beschermen. Door dat wetsvoorstel te stemmen, zal men daarenboven eene schreeuwende onrechtvaardigheid jegens de drukpersnijverheid doen verdwijnen. De Regeering zou dus een nuttig werk verrichten, indien zij er in toestemde deze twee wetsvoorstellen tegelijkertijd te behandelen en te stemmen.

MIDDENAFDEELING.

In de Middenafdeeling brachten dezelfde redenen dezelfde uitslagen voort : er werden slechts twee vraagstukken geopperd en een enkele vraag gesteld.

De Middenafdeeling was het eens om de veranderingen goed te keuren, de financiewet ingebracht door middel van nieuwe belastingsbepalingen, in de Begroting opgenomen; zij erkende dat zulks het eenig middel was om eene spoedige stemming te bekomen van de dringende verbeteringen die, moesten zij in een afzonderlijk wetsontwerp worden voorgedragen, gevaar zouden loopen op de lange baan te worden geschoven.

Zij doet nochtans opmerken, dat deze handelwijze niet aannemelijk zou zijn, indien het gewichtige veranderingen gold; dat het daarenboven ernstig bezwaar oplevert voor het publiek 't welk verplicht is deze veranderingen op te zoeken in talrijke bescheiden.

Evenwel is dat bezwaar grootendeels verminderd door het invoeren, deze laatste jaren, van een afzonderlijk hoofdstuk.

Een lid maakte insgelijks voorbehoudingen betreffende de tweede alinea van artikel 1 van den eersten titel. Het achtbaar lid acht dat het veranderen van klassen en, bijgevolg, de verhooging of de vermindering van de aanslagen, op den schatplichtige toegepast, doordien hij in geen gemiddelde toestanden verkeert en met het oog op de belangrijkheid zijner zaken en met het oog op de bevolking der gemeente waar hij die zaken drijft, tot willekeur kunnen leiden.

Een lid deed opmerken dat de Commissie der zettters is samengesteld uit den controleur der belastingen en twee leden, afgevaardigd door den

gemeenteraad, en dat, ingeval van geschil, de Bestendige Deputatie het geschil beslechtte; dat het zoo geschiedde tot in 1894; dat men er in 1904 een bezwaar in zag, een politiek korps met die taak te belasten, en dat het thans de bestuurder is die het geschil beslecht, behoudens verhaal bij het Hof van Beroep.

Dat is, overigens, het stelsel dat wordt aangewend bij de indeeling van de schatplichtigen in klassen.

Eene tweede opmerking werd in 't midden gebracht.

Een lid doet uitschijnen dat het patent op de naamlooze vennootschappen verkeerd gevestigd is; het slaat immers op de binnen het jaar verwezenlijkte winst, zonder er op te letten of de winsten, ja dan neen, worden uitgedeeld en of ze niet worden gebruikt om een verlies van het vorige jaar te dekken. Dat is bepaald eene onrechtvaardigheid.

De verslaggever doet opmerken dat zulks is te wijten aan het beginsel krachtens hetwelk de belasting slechts één jaar betreft; de Regeering moet, om hare Begrooting vast te stellen, kunnen rekenen op al de ontvangsten van het jaar en kan geen verevening brengen tusschen twee op elkaar volgende begrotingen. De naamlooze vennootschap verkeert in hetzelfde geval als een gewoon handelaar die zijn patent heeft betaald en geen geld heeft gewonnen. Evenwel moet men bekennen dat deze laatste betaalt naar de *vermoedelijke* opbrengst, derwijze dat er een soort van jaarlijksch abonnement bestaat, 't welk boven of beneden de waarheid kan zijn, terwijl de naamlooze vennootschap aan al de slechte kansen is blootgesteld.

Een lid stelt voor, het patent op de naamlooze vennootschappen aldus te veranderen.

Bij de oprichting, zou een evenredig recht worden geheven op den inbreng (akte-recht); elk dienstjaar zou dan worden getroffen met eene belasting op de *uitgedeelde* winsten en, bij de onthinding der vennootschap, zou een bijzonder recht worden geheven op de *samengehoopte*, tot dan toe niet uitgedeelde winsten.

Een lid doet opmerken dat de Begrooting voor Congo sluit met een tekort van omtrent 600,000 frank, terwijl onze Algemeene Begrooting sluit met nagenoeg 400,000 frank boni. Hij vraagt met welke geldmiddelen het tekort van 200,000 frank wordt betaald.

De verslaggever doet opmerken dat de koloniale wet besloot tot eene volledige scheiding tusschen de financiën van het Moederland en die van de kolonie.

Zelfs werd de uitdrukking « waterdicht beschot » gebezigd.

Het Moederland handelde overigens mild jegens de kolonie, daar het al de kosten van 't hoofdbestuur, die voor 1910 nagenoeg een millioen bedragen, voor eigen rekening nam.

Een lid doet opmerken, dat de rekenplichtigen en de openbare ontvangers van alle ministeriën in handen der Regeering eene som van nagenoeg 10 millioen moeten storten als waarborg van hun beheer. Welnu, de Staat betaalt hun slechts 3 t. h. interest, terwijl sommigen hunner soms verplicht zijn die som te leenen tegen veel hooger interest, en zij, in elk geval, zouden verkiezen vrij over hun geld te kunnen beschikken.

Hij voegt erbij, dat de verliezen, door de borgtochten te vergoeden, gemiddeld niet meer dan 6,000 frank per jaar bereiken. Men zou dus, naar 't schijnt, heel goed hunnen wensch kunnen inwilligen door hen te machtigen eene onderlinge vereeniging tot stand te brengen, welke de Schatkist eene som zou waarborgen, door den Minister te bepalen, en waarmede de verliezen zouden gedekt worden; aldus zouden de borgtochten kunnen terruggegeven worden.

De verslaggever vat niet hoe dat punt in verband staat met de Begrooting van 's Lands Middelen, maar hij beschouwt het als eene vernuftige oplossing, welke heilzame gevolgen zou hebben voor talrijke lagere ambtenaren. Hij doet uitschijnen dat dergelijke inrichting in Rusland bestaat, niet alleen voor den Staat, maar zelfs voor de vennootschappen en de private burgers. Niemand zou een *artelschick* of kashouder in zijn dienst nemen, die geen lid is van het *artel* of kashoudersgilde, dat borg spreekt voor het beheer zijner leden en, ingeval van ontrouw van een dezer leden, de verduisterde gelden terugbetaalt.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering dit belangwekkend vraagstuk zou onderzoeken.

Eene vraag werd gesteld. Hier volgt ze met haar antwoord.

EERSTE VRAAG.

Welke verrichtingen werden door het bestuur in 1908 en 1909 gedaan ten einde de herziening van het cadaster te voltooien?

ANTWOORD.

« In 1908 en 1909 werd de schatting der nieuw gebouwde of vergrootte huizen voortgezet volgens de regelen aangenomen voor de nieuwe herziening.

» Anderzijds, worden de aangevangen studiën ijverig voortgezet tot vaststelling van de meest redematige grondslagen voor de nieuwe kadastrale schatting van de nijverheidsgebouwen en de niet bebouwde eigendommen.

» De Regeering zal haar best doen om in den loop van toekomend jaar aan de Wetgevende Kamers voorstellen te kunnen voorleggen. Daartoe houdt men zich thans bezig met het opmaken van statistieken.»

Daarbij bepaalde zich de beraadslaging in de Middenafdeeling.

De verslaggever is van meening en de Kamer zal heel zeker er ook zoo over denken, dat het werk van den verslaggever hierin bestaat : de beraadslagingen der afdeelingen en der Middenafdeeling te volgen en uiteen te zetten; hij hoeft geen leerstelsels te ontwikkelen; geene monographie te schrijven; hij zal dus zijne taak hebben volbracht wanneer hij, zooals hij het beloofde, op de hooger aangehaalde algemeene opmerkingen hier een kort antwoord laat volgen.

BEDRAG VAN DE BELASTING.

Van al de Europeesche landen betaalt de Belg het minst belastingen : 282 millioen voor meer dan 7 1/2 millioen inwoners van een land dat vol-

komen in welvaart leeft. 't Is de eerste belangrijke vaststelling welke wij behooren te doen : wij hebben er niet over te klagen.

Maar moet er niet gevreesd dat men, in de toekomst, de belastingen zal moeten verhoogen? Kortom, is deze verhooging niet te groot geweest op deze laatste jaren? Zonder twijfel neemt de vermeerdering van de opbrengst der belasting, zonder eenige vermeerdering van het bedrag der heffingen, steeds sneller toe dan de bevolking, want zij hangt meer af van den rijkdom der burgers dan van hun getal, en de toeneming der rijkdommen van een land is grooter dan die van het getal ingezetenen. Dit zoo zijnde, mogen wij heel gerust zijn. Immers, in 1870, bedroegen de belastingen 129,890,772 frank voor eene bevolking van 5,087,825 zielen; in 1879 betaalden 5,586,654 inwoners 148,819,231 frank; in 1885 betaalden 5,853,278 inwoners 164,392,086 frank en eindelijk, in 1910, zal eene bevolking van nagenoeg 7,700,000 inwoners 282.161,300 frank betalen. Eene eenvoudige berekening bewijst dus dat, van 1870 tot 1879, de verhooging van lasten 12 centiemen per hoofd en per jaar bedroeg, 24 centiemen van 1879 tot 1885 en eindelijk slechts 31 centiemen van 1885 tot 1910, terwijl rijkdom en welstand zoo sterk toenamen.

De last, die op den belastingschuldige drukt, nam dus veel minder snel toe dan zijne geldmiddelen.

Overigens werd sedert vijf en twintig jaar alleen de aanslag der belasting op de jenever verhoogd — daarover spreken wij verder —, terwijl talrijke belastingen op de onontbeerlijke levensmiddelen werden verminderd, ja, zelfs volkomen afgeschaft.

Zoo wij hetzelfde werk maakten ten aanzien van de naburige Staten en zelfs ten aanzien van onze groote steden, zou de vergelijking onze beoordeeling op schitterende wijze staven, te weten, dat de toestand van den Belgischen schatplichtige uitmuntend is, wat betreft 's Rijksbelastingen.

VASTHEID EN REKBAARHEID VAN DE BEGROOTING.

Men verwijt de Begrooting, de vereischte vastheid en rekbaarheid te missen. De vervoergelden, die de helft van onze ontvangsten uitmaken, ondergingen aanzienlijke schommelingen, en de Begrooting zou slechts door de verhooging van de rechten op alkohol in evenwicht zijn.

Beide zijn slechte redenen. De ontvangsten van den vervoerdienst werden nadeelig beïnvloed door de crisis in het vervoer, verterkt door de duurte der kolen en grondstoffen. Deze oorzaken verdwijnen van lieverlede en met haar verdwijnt ook het tekort.

Men kan overigens niet zeggen, dat de spoorweg van eerstaf aan een tekort liet; en moest men waarlijk voor een bestendig tekort staan, dan ware er middel het te doen ophouden : bezuiniging in de uitgaven en verhooging der tarieven; het is trouwens niet mogelijk aan de belasting, dit wil zeggen aan allen, de noodige middelen te vragen om den prijs van de diensten, aan eenigen bewezen, te verminderen.

Zoo men beducht is voor den weerslag, op de Algemeene Begrooting, van de min of meer onzekere ontvangsten, zooals de vervoergelden, dan behoort men de Begrooting van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen te scheiden van de Algemeene Begrooting; dat werd herhaaldelijk voorgesteld.

Het is onjuist dat de verhooging der rechten op alcohol alleen in staat is om de Begrooting in evenwicht te brengen.

En vooreerst, toen deze verhooging werd ingevoerd, verklaarde men dat de opbrengst moest dienen tot vestiging van het bijzonder fonds voor de ouderdomspensioenen en tot het verleenen van toelagen aan verzorgingskassen, en ook om de schuld spoediger te delgen, daar eene verhooging van ontvangsten moest leiden tot eene verhooging van uitgaven.

Doch zelfs zonder dit, kan men niet staande houden dat, zonder verhooging van lasten op alcohol, de huidige opbrengst ernstig zou lijden; men kan meer zeggen: waarschijnlijk zou zij toegenomen hebben. Men weet dat verleden jaar, in de nota der minderheid, de heer Denis gemeend heeft te bewijzen dat de hogere ontvangsten van de nieuwe rechten 15 millioen zouden bedragen voor 1909; doch, om tot dit cijfer te komen, is hij verplicht te onderstellen dat onder het vroegere recht, dat veel lager was, het verbruik zou toegenomen hebben evenals de bevolking; nu, deze onderstelling is verkeerd voor alle belastingen die met de welvaart toenemen, doch vooral voor de verbruiksbelastingen; en waren de rechten zoo laag gebleven, dan zou het verbruik voortdurend toegenomen hebben; niets kan toch bevestigen dat het beneden 10 liter zou zijn, en de verbruiker zou niet alleen dezelfde of eene nog hogere som hebben betaald aan de Schatkist, doch hij zou in handen van den slijter eene veel hogere som hebben gestort dan de som der rechten bedraagt.

Wij zeggen enkel dat de boom moet beoordeeld worden naar zijne vruchten. Gedurende een tijdperk van vijf en twintig jaren, met de meest onderscheiden toestanden, sluit onze Begrooting met boni's, ja, aanzienlijke boni's, zonder een enkel tekort. Is dit geen bewijs van vastheid en rekbaarheid?

BILLIJKHEID VAN DE BELASTING.

Voor al sedert enkele jaren hooren wij steeds vinniger verwijten toesturen tot ons belastingstelsel, en er ontstaat eene ware legende, als zouden wij, op dit gebied, achteraan alle landen komen, wij die, in andere opzichten, aan de spits staan: de eer des lands vergt dat wij hiertegen protesteeren.

Het geldt hier klaarblijkend niet te bewijzen, dat geen enkel dier verwijten gegrond is; sommige zijn zelfs zeer gegrond. Doch het vraagstuk van de verdeeling der belasting is een van de meest ingewikkelde, en moeilijk op te lossen; het is niet vatbaar voor eene rekenkundige oplossing, en de gevallen zijn zoo verschillend, dat in alle stelsels ongelijkheden en onbillijkheden voorkomen; doch hoe oud ook ons stelsel zij, het is, in democratisch opzicht, een der beste van Europa.

Vroeger sloeg het verwijt vooral op de spoediger verhooging van de ver-

bruiksbelasting tegenover de rechtstreeksche belasting; thans wordt ook de inning dezer laatste aangerand.

ONRECHTSTREEKSCHЕ BELASTINGEN.

Zeker is het dat de onrechtstreeksche belastingen spoediger toenemen dan de rechtstreeksche; daartoe bestaat eene eerste reden: de grondbelasting op eigendom verandert nooit, want de uitgestrektheid der gronden blijft steeds dezelfde; zij verminderde zelfs ten gevolge van de onteigeningen.

Daarenboven, met de welvaart en den rijkdom, groeit vooral het verbruik en het vervoer aan. De meeste economisten beoordeelen zelfs den aangroei van de rijkdommen van een land naar de toeneming van het verbruik. In 1885, bedroegen de rechtstreeksche belastingen, daaronder begrepen de belasting op den omloop der vermogens, registratie, hypotheeken, erfennissen, 100,000 millioen tegen 64 millioen invoerrechten, accijnzen, enz. In 1909, bedroegen zij 145,000,000 tegen 137; de verhouding, die van 61 tegen 39 t. h. was, is thans van 50 tegen 50 geworden; doch, als men aanneemt, wat wij betwisten, dat de rechtstreeksche belasting eene slechte belasting is, blijft de verhouding ons nog gunstig, vergeleken met de meeste landen van Europa.

Maar is de onrechtstreeksche belasting eene slecht belasting? Jā, zoo zij stoffen treft van eerste levensbehoefte; neen, zoo zij weeldeartikelen treft. Neem ons algemeen toltarief, en gij zult zien dat de eerste levensbenodigdheden vrij van rechten zijn of slechts een zeer gering recht betalen. De voorwerpen van weelde worden getroffen.

In de accijnzen, betaalt het bier slechts één frank per hectoliter; de suiker werd ontlast van 53 tot 20 frank. Het ware, voorzeker, te wenschen dat dit recht nog lager werd gesteld; maar welk is het land, buiten Engeland, waar de suiker minder belast wordt? Ik spreek niet van alcohol, dien ik nog meer wenschte belast te zien.

Wij mogen dus zeggen, dat de onrechtstreeksche belastingen te onzent een redelijk deel uitmaken van onze belastingen en dat zij van uitmunten den aard zijn.

RECHTSTREEKSCHЕ BELASTINGEN.

Thans trekt men te velde tegen de rechtstreeksche belastingen, onder voorwendsel dat zij op ongelijke wijze zijn verdeeld. Zij bevatten de grondbelasting, de personeele belasting, het patent en de mijnrechten.

GRONDBELASTING.

Het staat vast, dat de kadastrale waarde, die aan deze belasting tot grondslag dient, meer en meer van de waarheid afwijkt en er merkelyk onder blijft, en dat, in dit opzicht, een meer juiste grondslag wenschelyk ware, maar men kan hem slechts aannemen voor zooveel het bedrag zou dalen in

verhouding tot de verhooging van de belastbare stof, zoodat de opbrengst dezelfde blijve : grond en woning worden reeds te zwaar getroffen. Wij wenschen dus een nieuwe indeeling, en het antwoord op de vraag der Middelenafdeeling belooft eene oplossing zoo spoedig mogelijk. Het beginsel echter dezer belasting kan niet bestreden worden.

PERSONEELE BELASTING.

Zesvoudig was de grondslag dezer belasting : 1^o de huurwaarde; 2^o de deuren en vensters; 3^o het huisraad; 4^o de haarden; 5^o de dienstboden en 6^o de paarden.

Nummer 4^o werd afgeschaft; dit was een democratische maatregel.

1^o Het is onbetwistbaar dat de grondslag der huurwaarde beneden de waarheid blijft en nog wel tamelijk ruim. Indien echter deze vermindering van aangifte evenredig was voor alle aangevers, dan ware het kwaad onbeduidend. De belasting is de opbrengst, door de heffing, van het belastbaar goed; het eene kan ongehinderd stijgen of dalen; zoo het andere in dezelfde verhooging stijgt of daalt, blijft de opbrengst dezelfde. In den laatsten tijd heeft men beweerd dat het evenwicht gebroken was ten nadeele der kleine huurcelen; was dat waar, dan zou dat onverwijld verholpen worden, want in België, minder dan elders, mogen wij een stelsel van dalende belastingen huldigen waartegen zich de belangen van het land zoowel als die van de werkende klas verzetten.

Overigens, zoo de Regeering gevolg geeft aan het haar toegeschreven inzicht, om door het nieuw kadastraal inkomen de huurwaarde te vervangen, wordt de verhouding vanzelf vastgesteld.

De tweede grondslag werd vastgesteld om de steden te vergoeden voor de lasten die op haar drukken; de grondslag is ongetwijfeld juist in de toepassing en naar verhouding.

Zoo men echter, wat hoogst wenschelijk is, de hoogervermelde hervorming invoert, zou niets beletten dezen grondslag en den volgende grondslag te doen verdwijnen door de heffing op het kadastraal inkomen te verhoogen.

Bij den 3^{den} grondslag heerscht eene ware onrechtvaardigheid; zij bestaat in het vaststellen der waarde van het huisraad op een maximum van vijfmaal het bedrag der huurwaarde. Dit maximum zou volstrekt moeten verdwijnen. Zal de Minister, die het maximum op de patenten onlangs deed verdwijnen, het oogenblik niet gunstig achten om hetzelfde te doen voor het mobilair?

De 5^{de} en de 6^{de} grondslag maken eene belasting uit, die bepaald op het vermogen slaat; het is zelfs eene klimmende belasting en niemand zal haar bestrijden.

HET PATENT.

't Is de belasting op de vermoedelijke opbrengst van den arbeid; het is dus ook eene belasting op het inkomen, evenals al de voorgaande. Men heeft de kleine patenten afgeschaft; de Minister van Financiën treft maatregelen om het maximum af te schaffen.

MIJNRECHTEN.

De belasting op de mijnen is tweevoudig : 1° eene vaste heffing op het getal hectaren; 2° eene heffing geëvenredigd aan de zuivere opbrengst van het jaar.

Hier stuiten wij op dezelfde moeilijkheid als bij de naamlooze vennootschappen, 't is zelfs nog erger; inderdaad, al de uitgaven, van welken aard ook, al ware het eene uitgaaf van eerste inrichting, worden van de opbrengst afgetrokken; het is dus moeilijk de netto opbrengst na te gaan. Er ontstaan betwistingen tusschen de mijnningenieurs en de ontginners; bedrog ware best mogelijk, want men kan een uitmuntend mijnningenieur zijn zonder een bekwaam rekenplichtige te zijn.

Een andere oplossing ware het afschaffen van het recht op de mijnen en zijne vervanging door een patent, evenals in de andere vennootschappen.

Men zou ook Frankrijks voorbeeld kunnen volgen, dat den tweeden grondslag in eene belasting op de uitgekeerde winsten gaat veranderen. Deze hervorming zou den belanghebbenden welkom zijn, zoo het bedrag billijk ware.

ROERENDE WAARDEN.

Hier ook heerscht er onrecht; het staat vast dat, zoo de roerende waarden de belasting op het inkomen door het patent betalen, zij aan het mutatierecht ontsnappen en dikwijls aan het successierecht. Het is ongetwijfeld dit gunststelsel dat zulke aanzienlijke vreemde kapitalen bij ons gebracht heeft welke, zooals wij straks zullen zien, ons toegelaten hebben ons land te hervormen. Het blijft echter niettemin waar dat, moest het tot eene verhooging van lasten komen, wij naar dien kant onzen blik zullen moeten wenden.

BELASTING OP HET INKOMEN.

Wat men vooral verwijt, is dat in ons fiscaal stelsel geene rechtstreeksche belasting op het inkomen werd ingevoerd; maar mag men niet zeggen dat in België, meer dan in om 't even welk ander land, de belasting op het inkomen drukt? Doch, wat men vooral wil is eene klimmende belasting op het inkomen, al vergeet men ook te bewijzen dat zulks maar recht en waarheid is. Buiten de socialistische school, zijn het meerendeel der Staatshuishoudkundigen tegen die belasting; het is, om zoo te zeggen, onmogelijk ze toe te passen in ons land, waar alles wordt beknibbeld en men nooit eenigen dwang kende. Dergelijke belasting invoeren ten einde zich nieuwe geldmiddelen te verschaffen ware nutteloos en gevaarlijk, want onze geldmiddelen volstaan voor onze behoeften en nieuwe inkomsten lokken nieuwe uitgaven uit, die dikwijls luttel te rechtvaardigen zijn. Zoo wij, ten slotte, wat de belastingen betreft, niet alleen louter fiskale belangen doen gelden, maar ook, zooveel mogelijk, maatschappelijke beschouwingen, nimmer zullen wij aannemen dat beschouwingen van politieken aard hier eenig gewicht in de schaal kunnen leggen.

UITSLAGEN.

Doch al het hierboven gezegde wordt vooral van waarde, als wij de uitslagen van ons fiscaal stelsel nagaan.

Hoeveel vooruitgang hebben wij niet gedaan sedert vijf en twintig jaar? Men staat waarlijk verstomd, als men onzen toestand van vroeger vergelijkt met dien van heden.

Onderstaande tabel berust op de voornaamste grondslagen die ons den doorloopen weg doen waardeeren :

	1885.	1907.	Aangroei.
Algemeene handel bij den invoer.	2,772,000	6,123,000	128 p. c.
Algemeene handel bij den uitvoer	2,672,000	3,191,000	94 —
Speciale handel bij den invoer	1,347,000	3,773,000	180 —
Speciale handel bij den uitvoer	1,200,000	2,848,000	137 —
Gedisconteerde effekten	1,666,000	3,525,000	111 —
Binnenkomende beweging van de Belgische havens	4,095,000	13,465,000	228 —
Uitgaande beweging van de Belgische havens	4,569,000	13,495,000	195 —
Getal reizigers per kilometer spoorbaan	16,596,000	58,066,000	129 —
Getal tonnen vervoerde goederen per kilometer spoorbaan	6,500,000	14,500,000	123 —

In vijf en twintig jaar hebben wij dus onze nationale bedrijvigheid en opbrengst verdubbeld. De uitbreiding van om 't even welk land der wereld komt de onze in de verte zelfs niet nabij.

Het nagaan van den aangroei van 's lands rijkdom is een vraagstuk dat niet zoo gemakkelijk kan worden opgelost; toch kunnen sommige bestanddeelen ervan berekend worden.

De onbebouwde grondwaarde is, volgens kadastrale schatting, onveranderd gebleven; maar al wie ietwat op de hoogte is van hetgeen den grond betreft, weet in welke verhouding de waarde ervan is gestegen in de laatste jaren. Volgens het kadastraal inkomen is de bebouwde grond integendeel gestegen in waarde, en men weet hoezeer die schatting beneden de wezenlijke waarde blijft, in de verhouding van 145 tot 225 millioen, 't is te zeggen eene vermeerdering van meer dan 50 t. h.

Onze nationale veestapel nam in dezelfde verhouding toe.

De roerende waarden, volgens den *Moniteur des Intérêts matériels*, bedroegen, op 31 Januari 1908, 11,345 milliard, terwijl de Laveleye ze schatte, in 1879, op min dan 5 milliard. Op dit gebied is onze fortuin dus ook verdubbeld. Eindelijk is de toeneming der Spaarkas nog meer beteekenisvol. Het bedrag der spaarboekjes, dat in 1885 189 millioen beliep, steeg tot 844 millioen in 1907, en de renteboekjes zijn van 32 millioen tot 438 millioen geklommen.

Onze fortuin is bijgevolg aanzienlijk vermeerderd; maar de inkomsten, groeiden die ook aan in dezelfde verhouding? In een vlugschrift, verschenen in 1899, hebben wij bewezen dat de arbeid, onder al zijne gedaanten, ten minste de drie vierden van onze geldmiddelen uitmaakte; het overige vierde is het inkomen der reeds verworven fortuin. Welnu, de arbeidsloonen zijn nog meer verhoogd dan het inkomen van het kapitaal.

Ongelukkig bezitten wij, in België, geene volledige statistiek van het arbeidsloon. Het Mijnbeheer alleen verschaft dienaangaande volledige tabellen, waaruit blijkt dat het gemiddelde loon, in al de Belgische mijnen te zamen, eertijds nog veel minder was dan 900 frank. In 1907 overtrof dezelfde loonstandaard 1,400 frank, hetzij eene verhooging van 55 t. h.

Daaruit besluiten wij dat het land nooit beter in staat was om belastingen te betalen, dat deze laatste, naar allen schijn, nooit lichter waren om te dragen dan nu; des te meer daar, in strijd met hetgeen langs om meer verteld wordt, de meest noodzakelijke levensbehoeften niet merkkelijk duurder werden. Dit bewijzen de volgende tabellen :

Prijs der landbouwvoortbrengselen.

VOORTBRENGSELEN.	1884.	1885.	1907.	1908.
Haver	17.53	17.29	19.13	18.17
Spelt	17.12	15.47	15.10	15.24
Tarwe	21.94	19.89	18.69	19.52
Masteluin	19.11	17.98	16.47	17.67
Gerst	18.64	17.48	17.88	17.73
Boekweit	18.04	18.13	21.64	19.74
Rogge	16.72	15.79	16.64	17.01
Paardenboonen	20.69	19.80	20.90	20.42
Erwten	25.24	25.00	28.54	28.98
Koolzaad	35.90	32.50	35.39	35.50
Hop	»	»	95.32	98.92
Lijnzaad	27.61	28.60	29.80	28.41
Aardappelen	6.51	6.07	7.72	7.82
Hooi	7.93	7.09	6.83	6.94
Stroo	5.23	4.86	4.66	4.06
Boter	2.82	2.65	2.87	2.90
Onbewerkt vlas	»	135.00	170.80	141.96
Tabak	»	200.00	199.70	226.69

Gemiddelde prijs van het vleesch te Brussel.

Jaren.	Ossen		Stieren		Koeien		Kalveren		Schapen		Varkens	
	levend.	in stukken gehakt vleesch.	levend.	in stukken gehakt vleesch.	levend.	in stukken gehakt vleesch.	levend.	in stukken gehakt vleesch.	levend.	in stukken gehakt vleesch.	levend.	in stukken gehakt vleesch.
1870.	0.81	1.47	0.69	1.28	0.71	1.32	1.02	1.61	0.70	1.33	1.12	1.57
1880.	0.92	1.60	0.79	1.42	0.77	1.45	1.13	1.81	0.93	1.60	1.13	1.80
1884.	0.96	1.69	0.79	1.48	0.79	1.49	1.13	1.78	0.85	1.61	0.92	1.48
1890.	0.86	1.54	0.70	1.28	0.69	1.28	0.98	1.69	0.82	1.63	0.89	1.44
1900.	»	1.55	»	1.30	»	1.32	0.88	1.53	»	1.48	0.67	1.17
1906.	»	1.75	»	1.50	»	1.59	1.03	2.18	»	1.70	1.05	1.60
1909.	0.88	»	0.83	»	0.73	»	0.95	»	»	»	1.00	»

Nota den prijs aanduidend van de eetwaren, vijf-en-twintig jaar geleden en heden ten dage, volgens den Minister van Oorlog.

	1884.	1909.
Prijs van een rantsoen brood fr.	0,1598	0,1650
— — — vleesch	0,3727	0,3885
— — — voeder	1,1821	1,4394

In 1887 en 1888 verminderde die prijs nog.

Ten slotte leveren de zoo belangrijke *index-numbers* van Sauerbeck de volgende uitslagen op :

« Eetwaren en grondstoffen afzonderlijk genomen, zijn, volgens de *index-numbers*, te vergelijken als volgt (1867-77 = 100 in beide gevallen) :

	1878- 1887	1898- 1907	1898 Feb.	1900 Feb.	1900 Juli	1907 Dec.	1908 Nov.	1908 Dec.
	(Gemiddeld bedrag)							
Eetwaren . . .	84	68	65.8	65.8	71.2	73.6	69.4	70.1
Grondstoffen .	76	74	57.0	81.9	79.8	78.1	74.3	74.0

» Bij vergelijking zijn beide klassen met 6 t. h. verminderd op 't einde van 1907. »

Hetgeen in groote mate vermeerderde, is de huurprijs, de winst van den bemiddelaar, de welstand die eenieder zich aanschafft, de meerdere uitgaven behalve die volstrekt noodzakelijk zijn, en de reizen.

De Belg is dus weinig belast en men denkt er niet aan, hem meer te belasten, terwijl de naburige landen tot nieuwe en gewichtige belastingen moeten overgaan.

Wat er ook van zij, vergeten wij niet dat de arbeid, in België, de grondslag is van onzen voorspoed, en dat wij bijgevolg, zooveel werk moeten doen ontstaan en het zoo goed moeten beloonen, als mogelijk is. Daarbij, daar de nijverheid 't meest van al werk bezorgt, moet ons fiscaal stelsel hoe langer hoe minder den werkman treffen, ten einde de bewerkte voortbrengselen duurder te maken en ons de mededinging verdragelijk te maken op de vreemde markten, die onze beste klanten zijn.

Wij moeten zorgvuldig onze klandizie in de haven van Antwerpen bewaren, die ons, tegen verminderde vracht, toelaat de grondstoffen in te voeren en onze gefabriceerde voortbrengselen uit te voeren.

Wij moeten ook onze voortbrenging nog verbeteren, en daartoe, zooveel mogelijk, het beroeps- en nijverheidsonderwijs ontwikkelen. Wij moeten ook beter voor onze betrekkingen met den vreemde zorgen en onze koopvaardijvloot uitbreiden.

Indien wij deze denkbeelden, die in 't verleden onze macht uitmaakten, getrouw blijven, dan zijn wij zeker, steeds grooter en naar evenredigheid voorspoediger te worden. De zoo schoone en groote kolonie, die wij onlangs hebben aangeworven, is voor deze ontwikkeling een waarborg te meer.

Ziehier de uitslag van de stemming in de afdeelingen :

	Ja.	Neen.	Onthoudingen.
	—	—	—
1 ^{ste} afdeeling.	10	4	»
2 ^e —	10	8	3
3 ^e —	9	4	2
4 ^e —	6	8	1
5 ^e —	9	8	»
6 ^e —	8	4	»
	52	56	6

In de Middenafdeeling verwierf de Begrooting 3 stemmen tegen ééne en ééne onthouding.

Dus stelt de Afdeeling de Kamer voor, de Begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,

L. HUBERT.

De Voorzitter,

COOREMAN.

